FAIRE FACE À « DONALD LE DÉTESTABLE » : RIPOSTER ET REMETTRE DE L'ORDRE CHEZ NOUS

COLIN ROBERTSON

Ancien diplomate canadien, Colin Robertson est membre de l'Institut canadien des affaires mondiales et animateur de son podcast *Global Exchange*. Il fait partie du Groupe d'experts sur les relations canado-américaines de l'Université Carleton. Il a été le premier chef du Secrétariat de la représentation à notre ambassade à Washington, consul général à Los Angeles ainsi qu'en poste à Hong Kong et à New York, tant à la mission canadienne auprès de l'ONU qu'au consulat général. Il a également participé aux négociations de l'Accord de libre-échange Canada–États-Unis et de l'ALENA. Membre du Conseil consultatif de la défense, il est aussi capitaine honoraire dans la Marine royale canadienne.

Donald Trump contraint le paysage politique canadien — tous les niveaux de gouvernement et tous les partis — à se réajuster. La menace ne réside pas seulement dans les tarifs douaniers et les bouleversements économiques, mais, pour la première fois depuis le XIX[e] siècle, dans une possible annexion. Pourtant, le défi lancé par Trump constitue également une occasion historique de remettre de l'ordre dans nos affaires.

Une plus grande autonomie permettrait au Canada de gagner en résilience. Elle lui procurerait une autonomie stratégique et lui permettrait de jouer à nouveau le rôle de médiateur efficace qu'il assumait si bien — un rôle dont le monde aurait plus que jamais besoin.

Pierre Trudeau me confia un jour que chaque premier ministre avait trois dossiers qui étaient maintenus en permanence sur son bureau : la sécurité nationale, l'unité nationale et la relation avec les États-Unis. M. Trump domine ces trois dossiers et comme l'a démontré la récente élection fédérale, les Canadiens en sont pleinement conscients. Gérer la relation avec l'Oncle Sam exigera patience, persévérance et, surtout, un plan.

Ce plan devra comporter plusieurs volets menés en parallèle, nécessitant une attention constante et des ajustements continus, à savoir :

- Lutter contre les tarifs douaniers[1] ;
- Abolir les barrières commerciales internes pour favoriser un commerce plus libre au sein du Canada ;
- Construire les infrastructures nécessaires pour acheminer nos biens vers les marchés et améliorer notre productivité ;
- Veiller à maintenir une « cohérence optimale », une coordination et une collaboration entre les différents paliers de gouvernement ;
- Diversifier le commerce et inciter les gouvernements provinciaux à promouvoir leurs biens et services à l'étranger et à attirer les investissements étrangers ;
- Réinvestir dans la défense et repenser la sécurité collective avec nos alliés.

LA RIPOSTE

Les tarifs douaniers fracturent notre partenariat économique et nous obligent à reconsidérer ce qui a été notre relation la plus importante. Nous savons désormais qu'il ne s'agit pas de contraindre le Canada à limiter les faibles flux de fentanyl et de migrants clandestins, ou d'augmenter nos dépenses en matière de défense — ce que nous faisons déjà. Il s'agit plutôt d'une pure opération de ponction fiscale destinée à financer les baisses d'impôts promises par Trump et et de contraindre les entreprises à produire sur le sol américain. Malheureusement, nous allons probablement devoir nous adapter à un avenir de « commerce administré » avec des tarifs douaniers, peu importe qui occupe la Maison-Blanche ou le Congrès.

Pour l'instant, nous avons répondu par des contre-tarifs, en ciblant les dirigeants républicains du Congrès sur lesquels Trump doit s'appuyer pour réaliser son programme législatif et ses nouveaux meilleurs amis de « l'oligarchie » technologique.

Nous ne pouvons pas changer notre géographie, donc nos objectifs principaux doivent continuer à être de préserver notre accès privilégié au plus grand marché du monde et à notre alliance binationale en matière de sécurité.

Lorsque j'étais en poste aux États-Unis, j'avais l'habitude de dire aux législateurs en visite de ne pas se faire d'illusions. Pour nous, il s'agit d'une relation asymétrique. Nous avons plus besoin des États-Unis qu'ils n'ont besoin du Canada. Ils absorbent les trois quarts de nos exportations et génèrent environ un tiers de notre économie, tandis que nous représentons environ un sixième de leurs exportations et environ deux pour cent de leur économie. Nous rééquilibrons la relation grâce à des négociations continues sur les accords commerciaux, avec des mécanismes de règlement des différends.

Je dirais aussi aux législateurs que, sur presque toutes les questions entre nos deux pays, il y a généralement plus d'Américains *qui pensent comme*

1 www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2025/04/03/canada-annonce-de-nouvelles-contre-mesures-reponse-aux-droits-de-douane

des Canadiens qu'il n'y a de Canadiens eux-mêmes.

Désormais, il faut les mobiliser pour accompagner notre plaidoyer actuel « au plus haut niveau » par une approche « ascendante » qui invite les Américains à faire du lobbying auprès de leurs propres législateurs afin de persuader le Président Trump de lever les droits de douane. Il est temps d'ajouter une composante *Team America* à *Team Canada*.

En pratique, cela signifie mobiliser les Canadiens pour qu'ils appellent leurs clients et amis américains et leur disent que les droits de douane nuisent à nos moyens de subsistance mutuels et que les perturbations vont tous nous appauvrir.

Le succès dépendra des entreprises canadiennes — petites, moyennes et grandes — et des syndicats canadiens, en particulier ceux qui sont affiliés à leurs homologues américains, tels que les Métallos, les Teamsters et les Marins, qui devront tendre activement la main et, ce faisant, poser quelques questions simples :

- Les Américains veulent-ils payer plus cher leur essence et leurs produits d'épicerie à cause des droits de douane ?

- Les agriculteurs américains veulent-ils payer plus cher leur potasse tout en perdant le Canada, l'un de leurs principaux marchés ?

- Voulons-nous vraiment détruire notre industrie automobile intégrée avec un tsunami de droits de douane chaque fois qu'une pièce traverse la frontière ?

La réussite de cette mobilisation dépendra tout autant de nos élus provinciaux et locaux. L'implication des premiers ministres provinciaux est cruciale. Plusieurs, notamment le premier ministre de l'Ontario Doug Ford en tant que président du Conseil de la fédération, font un excellent travail de sensibilisation auprès de leurs homologues des États américains.

Il en va de même pour les députés provinciaux, les maires et les conseillers municipaux. Ils sont plus proches des réalités de la vie économique dans leurs circonscriptions et nous comptons sur eux pour inciter les entreprises et les syndicats locaux à s'impliquer et à intervenir.

Nous devrions également faire appel à nos expatriés canadiens qui vivent aux États-Unis, ainsi que le million de *snowbirds* qui migrent vers le sud, principalement dans des États républicains comme la Floride et l'Arizona. Ils doivent expliquer à leurs voisins et à ceux auprès de qui ils consomment des services que ces mesures vont leur nuire, surtout à mesure que de plus en plus de Canadiens choisiront de dépenser leur argent ailleurs pour leurs vacances.

Pour que cette campagne réussisse, il nous faut des milliers et des milliers de voix individuelles plaidant pour la levée des tarifs. Nos amis américains doivent contacter leurs représentants élus, s'exprimer lors des assemblées publiques tenues par le Congrès et en parler avec leurs voisins. Nous avons besoin qu'ils défendent l'idée d'agrandir le gâteau en misant sur ce que nous faisons déjà bien, tout en le rendant plus résilient. C'est en faisant les choses ensemble que nous avons créé la prospérité et la sécurité mutuelles.

Notre approche *top-down*, qui a bien fonctionné dans le passé, était fondée sur la conviction que notre meilleure et plus facile porte d'entrée dans le complexe et cacophonique système politique américain — un cercle de plusieurs pôles d'intérêts concurrents et conflictuels — se faisait par l'intermédiaire de l'administration et en particulier du Président. Depuis Franklin Roosevelt, les Présidents, qu'ils soient démocrates ou républicains, ont compris la situation dans son ensemble et leur attitude à l'égard du Canada a été généralement bienveillante et, souvent même, favorable.

Mais aujourd'hui, nous devons composer avec Donald Trump — un intimidateur, voire un aspirant autocrate — qui pourrait facilement jouer dans un film hollywoodien le rôle du « Donald le détestable », entouré de ses larbins. Hélas, même si Trump agit comme un personnage de dessin animé, il n'en reste pas moins le Président des États-Unis.

Et en tant que Président, Trump impose le récit par ses décrets, en allant vite et en brisant les règles. Il sème ainsi la confusion et crée le chaos, ses conditions de bataille préférées. Trump fonctionne à l'instinct et aux émotions. Quant à tenter de le prévoir, le chroniqueur du *New York Times* David Brooks l'a résumé ainsi : « Nous nous trouvons dans une situation absurde[2] où les immenses capacités d'analyse mises en œuvre dans le monde entier sont consacrées à essayer de comprendre un homme dont les pensées se résument souvent à six lucioles émettant des signaux aléatoires dans un bocal. »

Pour l'heure, les garde-fous, les freins et les contrepoids de la démocratie américaine sont plus sollicités que jamais. Le Parti républicain contrôle le pouvoir législatif, avec une faible majorité à la Chambre des représentants et au Sénat. Ils sont sous l'emprise et la crainte de Trump, tandis que les démocrates essaient encore de se réorganiser. En attendant le retour du balancier, nous allons nous appuyer sur le troisième pouvoir, le judiciaire, pour défendre L'État de droit, par exemple, sur la légitimité de l'utilisation d'allégations manifestement fausses concernant le Canada comme source de fentanyl et de migrants pour justifier les tarifs pour raisons « de sécurité nationale ».

En attendant, nous devons nous débrouiller seuls.

LE LIBRE-ÉCHANGE AU SEIN DU CANADA

Nous avons commencé à remettre de l'ordre chez nous, avec le gouvernement national et les premiers ministres qui se sont engagés à éliminer les barrières commerciales internes liées à l'approvisionnement, à l'accréditation et aux réglementations qui reflètent le « narcissisme des petites différences » entre les provinces.

METTRE DE L'ORDRE DANS LE GOUVERNEMENT

Les différents niveaux de gouvernement doivent mieux coordonner leurs politiques industrielles afin de maximiser les gains nécessaires à notre productivité et à notre compétitivité. Nous avons la capacité de devenir une superpuissance agroalimentaire et énergétique. Nous devrions être guidés par quelques questions fondamentales :

Les politiques réglementaires actuelles favorisent-

2 www.nytimes.com/2017/05/15/opinion/trump-classified-data.html?

elles ou entravent-elles l'acheminement de nos ressources — pétrole et gaz, minéraux stratégiques, céréales, fruits de mer —vers les marchés ?

Notre infrastructure actuelle — ports, réseaux, pipelines, chemins de fer — est-elle adaptée à nos besoins ?

Quel est le niveau de gouvernement qui devrait prendre les rênes ?

Les réponses à ces questions devraient orienter nos investissements et la législation qui les soutient.

Cela doit également inclure un autre exercice en vue d'une réorganisation gouvernementale. Le meilleur modèle est celui mis en place par le gouvernement de Jean Chrétien au début des années 1990, qui a évalué quel niveau de gouvernement était le mieux à même de mettre en œuvre les programmes. Cela a permis de réduire la taille du gouvernement de près d'un tiers, contrairement au gouvernement de Justin Trudeau, qui a augmenté la taille du gouvernement d'un tiers.

La confiance du public envers les gouvernements et les institutions est en train d'atteindre des niveaux historiquement bas[3] dans toutes les démocraties. Les gouvernements doivent faire preuve de plus de transparence dans la communication d'informations.[4] Gouverner, c'est faire choix, mais c'est aussi à nos dirigeants d'expliquer quelles doivent être nos priorités, pourquoi nous faisons certains choix et quels en sont les coûts.

DIVERSIFIER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Cela fait longtemps que nous cherchons à diversifier nos échanges commerciaux, mais il est désormais impératif de le faire. Heureusement, il y a un large soutien, au-delà des lignes partisanes et au sein des provinces, pour atteindre cet objectif de diversification.

Les efforts doivent être intensifiés, en commençant par nos partenaires de libre-échange qui dépassent les 50[5], en reconnaissant que nous n'exploitons pas pleinement le potentiel[6] de ces accords. En collaboration avec notre Service des délégués commerciaux, les premiers ministres et les provinces doivent prendre les devants. Ils sont les mieux placés, en travaillant avec leurs communautés d'affaires, pour promouvoir leurs produits et services et accélérer la conclusion d'accords, sans jamais oublier que ce sont les entreprises qui font des affaires et que ce sont les clients qui créent des emplois.

Nos principaux partenaires commerciaux verront la valeur de la collaboration, car Trump s'en prend également à eux. Il est donc préférable de se serrer les coudes, sans quoi nous risquons de nous retrouver dans la même situation.

3 www.oecd.org/fr/themes/confiance-dans-les-pouvoirs-publics.html

4 https://globalnews.ca/news/10980946/disinformation-an-existential-threat-to-canadian-democracy-hogue

5 https://pfcollins.com/canadas-free-trade-agreements

6 https://international.canada.ca/fr/affaires-mondiales/organisation/transparence/rapports-publications/economiste-chef/impact/2022-09-aecg-avantages-commerciaux

REPENSER LA SÉCURITÉ COLLECTIVE

Bien que notre préférence doit être de maintenir et de renforcer à la fois l'OTAN et le NORAD, en accordant une attention et un investissement particuliers à notre frontière arctique, M. Trump a exprimé de manière explicite son mépris pour ses alliés et les alliances. Cela signifie que nous ne pouvons plus supposer que les États-Unis sont un allié fiable pour dissuader les menaces posées par la Chine, la Russie et d'autres qui rejettent notre ordre fondé sur la primauté du droit. Avec nos alliés, y compris nos partenaires de la région Indo-Pacifique, nous devons également reconsidérer notre dépendance vis-à-vis des biens et services de défense américains.

En attendant, nous devons nous tourner vers de nouveaux accords économiques et de sécurité collective, conformément à l'objectif initial de l'OTAN. Un tel programme inclurait les devises, les investissements étrangers directs, les politiques industrielles, la production et l'acquisition de matériel de défense ainsi que les échanges commerciaux. Il s'agit d'un agenda particulièrement adapté à l'expérience de Mark Carney, où le Canada peut jouer le rôle utile de facilitateur.

SUR LES NÉGOCIATIONS AVEC L'ONCLE SAM

Il convient de garder à l'esprit trois choses lorsque nous envisageons un nouvel accord en matière de sécurité et de commerce.[7]

Tout d'abord, comme je l'ai appris lorsque je défendais les intérêts du Canada sur Capitol Hill, il faut commencer toute conversation en soulignant notre bonne foi en matière de défense et de sécurité, en rappelant aux Américains que « nous assurons leurs arrières », avant de passer au commerce et aux autres questions qui nous intéressent. Même si nous avons du pain sur la planche, l'intérêt personnel des Américains encouragera une collaboration utile. La préoccupation des États-Unis pour la sécurité signifie également que toute conversation entre dirigeants commence toujours par une discussion sur la géopolitique mondiale. Nous sommes un pays du G7 doté d'un réseau mondial, mais nous devons investir dans ce réseau et y apporter des idées et des initiatives si nous voulons être un acteur constructif à la table des négociations.

Deuxièmement, il faut être conscient de ce que l'on demande, mais être circonspect et prudent en ne révélant pas trop tôt ce que l'on donne et ce que l'on prend. Avec Trump, tout est dans l'art de l'accord, basé sur le fait que nous donnons et qu'il prend. Si Trump veut renégocier L'ACEUM, c'est à lui, et non à nous, de le mettre sur la table. En attendant, nous devrions rester proches de nos partenaires mexicains, dont l'expérience avec le « yanqui » leur confère une prudence innée.

Troisièmement, les Américains nous pousseront à agir de concert face à la Chine, comme nous l'avons fait avec les tarifs sur les véhicules électriques. Lors du débat en anglais, le Premier ministre Carney a désigné la Chine comme la plus grande menace pour la sécurité du Canada. Certes, nous devons avoir les yeux grands ouverts lorsqu'il s'agit de

7 www.bbc.com/news/articles/c14xydjzn5eo

« coexister », « concurrencer », de « coopérer » et de « contester ».[8] Mais nous devons aussi dialoguer avec la Chine sur des questions telles que le climat, les pandémies et la prolifération, ainsi que sur le commerce et les relations entre les peuples. »

Enfin, nous devrons faire preuve de patience stratégique. La préparation continue et la défense constante de nos intérêts auprès de nos alliés américains jouent en notre faveur. Les sondages après les 100 premiers jours de Trump suggèrent qu'il en fait trop et qu'il n'est pas à l'abri des lois implacables de la politique, notamment sur le plan économique. Par conséquent, le fait temporiser, une tactique de négociation bien connue, pourrait tourner à notre avantage.

PORTER UN REGARD SUR L'AVENIR

Les tarifs ont uni les Canadiens comme jamais auparavant. Notre réponse bruyante aux illusions de Trump a donné au Canada plus de couverture médiatique aux États-Unis que jamais. Étant donné la dépréciation de notre dollar, c'est une opportunité de lancer un blitz touristique « Visitez le Canada » et de montrer aux Américains qui nous sommes.

Nous devons souligner, comme l'ont fait les dirigeants politiques, que notre différend n'est pas avec le peuple américain avec lequel nous sommes amis, alliés et voisins, mais avec Donald Trump, dont le comportement est carrément anti-américain. « Donald le détestable » est une menace pour eux autant qu'il l'est pour nous et nos alliés démocratiques.

La nôtre dépasse largement le cadre de la guerre commerciale. Il s'agit d'une tentative de Donald Trump de réorganiser l'ordre fondé sur la primauté du droit en un concert de puissances dominé par les plus forts, où les grandes nations imposent leur volonté aux autres. Pour Trump, c'est une démarche visant à restaurer la suprématie des États-Unis en tant que centre de production centré sur l'intelligence artificielle, avec le Canada réduit au rôle de pourvoyeur de ressources, y compris en eau.

Nous pouvons éviter ce sort en repoussant activement et en mobilisant nos alliés américains, tout en mettant de l'ordre dans nos affaires. Il s'agit notamment d'instaurer le libre-échange au sein du Canada, de diversifier les échanges commerciaux et de repenser nos accords de sécurité collective avec des partenaires partageant les mêmes idées.

Développer l'autonomie stratégique du Canada, basée sur une économie forte, nous permettra également de jouer un rôle plus pertinent à l'international. C'est un combat qui en vaut la peine.

8 www.cbc.ca/news/politics/garneau-kovrig-spavor-1.6190100